

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANULATS DU CHATILLONNAIS

ZI SUD - 10 BOULEVARD EIFFEL
BP 58
21600 Longvic

Références : 2026-152
Code AIOT : 0005400243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement GRANULATS DU CHATILLONNAIS implanté Combe de Fraisse 21400 Prusly-sur-Ource. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS DU CHATILLONNAIS
- Combe de Fraisse 21400 Prusly-sur-Ource

- Code AIOT : 0005400243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de roches massives de Prusly-sur-Ource, par la société GRANULATS-DU-CHATILLONNAIS, est autorisée par l'arrêté préfectoral du 01/12/2008, pour 30 ans comprenant la remise en état. Sa surface exploitable est de 18 ha 14 a, pour une production annuelle maximale de matériaux extraits de 220 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Hauteur de front et largeur de banquette	Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 2.2.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 4.2.2 et 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périmètres d'autorisation et d'extraction, cote minimale	Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 1.5 et 2.2.3.2	Sans objet
3	Production	Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 1.4.2 et 1.2.1	Sans objet
4	Réception des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 1.2.1 et 2.5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été relevées lors de l'inspection. Elles concernent notamment une hauteur de front au sud de la surface en exploitation de la carrière ainsi que l'entretien du séparateur d'hydrocarbures.

Ces écarts nécessitent la mise en œuvre d'actions correctives ainsi que la transmission de justificatif par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètres d'autorisation et d'extraction, cote minimale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 1.5 et 2.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : <u>Article 1.5 :</u> Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. [...] <u>Article 2.2.3.2 :</u> [...] En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 250 m NGF.
Constats : L'exploitant transmet en amont de la visite, un plan topographique du 27/11/2025. L'analyse par sondage de ce dernier indique qu'il n'y a pas d'exploitation dans le délaissé périphérique et que la profondeur de 250 m NGF n'est pas atteinte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Hauteur de front et largeur de banquette

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 2.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : [Article modifié par l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 13/03/2019] Les fronts d'abattage sont divisés en gradins. Chaque gradin est constitué d'une banquette et d'un front d'exploitation. Le gisement doit être exploité sur deux fronts d'exploitation au maximum, non compris le front supérieur constitué des matériaux de couverture. La hauteur des fronts d'exploitation ne doit pas dépasser quinze mètres. La hauteur du front supérieur varie de 0 à 2 mètres. [...] La largeur des banquettes ne doit pas être inférieure à dix mètres. La hauteur maximale des fronts est diminuée ou la largeur des banquettes est augmentée, si, en raison des caractéristiques de la roche, il apparaît des risques d'effondrements ou d'éboulements.
Constats : L'exploitant transmet en amont de la visite, un plan topographique du 27/11/2025. Toutefois, ce plan n'est pas représentatif de l'état de la carrière. En effet, un tir a été réalisé depuis la réalisation du plan, faisant évoluer les fronts. Non-conformité : L'exploitant indique qu'une erreur dans la profondeur de ce tir a engendré l'abattage de deux hauteurs de front, en générant ainsi une hauteur d'environ 22 m abattue. L'exploitant indique qu'il a laissé en place le brut issu de ce tir. La visite a permis de constater la véracité de ces informations. L'exploitant propose de remodeler, avec ces matériaux, une banquette de 10 m de largeur pour

<p>obtenir une hauteur de front réglementaire. Après la visite, l'exploitant transmet des éléments de mesure indiquant une banquette de 10 m ainsi qu'une hauteur maximale de 14,75 m pour le front correspondant (intégrant le brut remodelé).</p> <p>Observation: les données transmises par l'exploitant ne permettent pas à l'inspection de conclure au respect de la prescription sur la totalité du front.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le levé topographique de la zone concernée, correspondant à l'état actuel du terrain.</p> <p>L'exploitant transmettra également les mesures correctives (organisationnelles et/ ou techniques) prises pour éviter les erreurs de tir de mine à l'avenir.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Production

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 1.4.2 et 1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.4.2 :</u> Le tonnage total de matériaux à extraire est de 7 500 000 tonnes, sur la base d'une densité de 2,5. La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est de 220 000 t, dont 200 000 t commercialisables répartis en totalité pour les granulats calcaires.</p> <p><u>Article 1.2.1 :</u> [Article modifié par l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 13/03/2019] [Rubrique 2510-1] Superficie autorisée : 181 400 m² Production annuelle maximale : - 220 000 tonnes de matériaux - 200 000 tonnes de produits commercialisables Production annuelle moyenne : - 187 000 tonnes - 150 000 tonnes de produits commercialisables Volume maximal à extraire : 17,5 millions de tonnes Densité 2,5 t/m³</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après la déclaration GERE pour l'année 2024, 79 715 t de calcaires ont été extraits et commercialisés. La déclaration indique également que 5 810 t de stériles ont été générés.</p>

D'après la déclaration GERE pour l'année 2025, 57 618 t de calcaires ont été extraits et commercialisés. La déclaration indique également que 10 300 t de stériles ont été générés. La production moyenne et la production maximale autorisées sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réception des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 1.2.1 et 2.5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 1.2.1 :

[Article modifié par l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 13/03/2019]

[Rubrique 2760-3]

Volume maximal de déchets stockés : 400 000 m³

Volume de déchets inertes maximal annuel admissible : 50 000 m³

Volume de déchets inertes moyen annuel admissible : 20 000 m³

Densité : 1,7 t/m³

Article 2.5.5 :

[Article ajouter par l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 13/03/2019]

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

Sont admis, sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes, les déchets inertes suivants (*) :

10 Déchets provenant de procédés thermiques - 10 11 déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers :

- 10 11 03 - déchets de matériaux à base de fibre de verre

15 Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs - 15 01 Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément) :

- 15 01 07 - Emballages en verre

17 - déchets de construction et de démolition :

- 17 01 01 - Béton

- 17 01 02 - Briques

- 17 01 03 - Tuiles et céramiques

- 17 01 07 - Mélanges de béton, de briques, de tuiles et de céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06 :

- 17 02 02 - Verre

- 17 03 02 - Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01

- 17 05 04 - Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03.

19 Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la Préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel - 19 12 Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs :

- 19 12 05 - Verre

20 - déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), y compris les fractions collectées séparément :

- 20 02 02 - Terres et pierres provenant de jardins et de parcs

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées ci-dessus, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe 11 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes. L'exploitant conserve jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploiter les documents qui justifient que les critères énumérés dans cette annexe sont respectés.

(*) (codes de la liste des déchets - Liste des déchets visés à l'article 7 de la directive 2008/98/CE - Annexe de la Décision 2000/532/CE du 3 mai 2000).

Article 2 de l'AM du 12/12/2014 (conditions d'admission) :

I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;

- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;

- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;

- des déchets non pelletables ;

- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;

- des déchets radioactifs.

Constats :

La moyenne des déchets inertes déclarés dans GERE de 2021 à 2024 est de 16 200 t/ an (soit 9 529,4 m³ avec 1,7 de densité).

D'après la déclaration GERE pour l'année 2025, 11 174 t (soit 6573 m³ avec 1,7 de densité) de déchets inertes extérieurs ont été reçus pour le remblayage du site.

Les volumes de déchets inertes moyen et maximal admissibles sont donc respectés.

L'exploitant transmet en amont de l'inspection, la procédure d'acceptation préalable de déchets ainsi que le registre des déchets entrants pour 2025. Lors de la visite, Il indique qu'il réceptionne principalement des matériaux de type terres et cailloux et qu'il ne réceptionne que des déchets codifiés à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes. Ces informations sont vérifiées par sondage dans le registre des déchets entrants de 2025. L'exploitant indique également qu'il dispose d'un vaporisateur révélateur de détection des HAP qu'il utilise sur les enrobés. L'exploitant présente également la DAP n° 2025-39.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2008, article 4.2.2 et 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <u>Article 4.2.2 :</u> Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. <u>Article 4.3.1 :</u> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de toute surface imperméabilisée dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : [...] HCT: 5 mg/ l [...] <u>Article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 :</u> I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30 °C ; - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ; [...] Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes. L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. [...]
Constats : Lors de la visite, l'Inspection consulte le dernier rapport d'analyse des rejets en sortie du séparateur d'hydrocarbures du 15/12/2025. Ce dernier indique que la concentration en matières en suspension totales est de 76 mg/l. Non-conformité : la concentration des matières en suspension totales est supérieure à 35 mg/l,

elle est également supérieure au double de cette valeur limite.

Les autres paramètres sont analysés et respectent les valeurs limites prescrites.

Lors de la visite, l'exploitant indique que le dernier curage a eu lieu en décembre 2024. Toutefois, il ne dispose pas du bordereau de suivi de déchet relatif à ce curage du séparateur, qui permettrait de justifier cette assertion.

Non-conformité : le nettoyage et la vidange du séparateur d'hydrocarbures ont été réalisés il y a plus d'un an pour la dernière fois. Le 30/03/2026, l'exploitant a transmis un devis pour le curage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera au nettoyage et à la vidange du séparateur et transmettra le bon d'intervention et le bordereau de suivi de déchet correspondants ; il veillera au respect de la fréquence minimale d'une fois par an pour les opérations de nettoyage/vidange du séparateur, et davantage si nécessaire à son bon fonctionnement et au respect des valeurs limites de rejets dans l'eau.

Il transmettra une nouvelle analyse des rejets en sortie du séparateur, représentative des rejets, réalisée au moins 2 mois après le curage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois